

BORDEAUX ECONOMICS WORKING PAPERS
CAHIERS D'ECONOMIE DE BORDEAUX

Ressources naturelles et guerres civiles au Moyen-Orient

Mahdi FAWAZ

GREThA, CNRS, UMR 5113, Université de Bordeaux

mfawaz@u-bordeaux.fr

Résumé

Les travaux consacrés à l'effet des ressources naturelles sur les guerres civiles montrent généralement l'existence d'une relation positive entre ces deux variables. Ces études sont pour la plupart centrées sur la région de l'Afrique. Le rôle des ressources naturelles dans les guerres civiles au Moyen-Orient a été peu étudié. Or, cette région occupe le rôle de premier producteur de pétrole au Monde. Dans cet article, nous nous intéressons au déclenchement de guerre civile. Nous montrons que les ressources naturelles exercent un effet négatif sur le déclenchement de guerre civile au Moyen-Orient. L'importante manne financière générée par les États rentiers permet d'investir dans la capacité militaire et « forcer » ainsi la paix.

Mots-clés: Guerres civiles, ressources naturelles, coûts d'opportunités du conflit, Moyen-Orient.

JEL: C33, D74, O13, Q34, Q35

Natural resource and civil wars in the Middle East

Abstract

Research on the effect of natural resource on civil wars generally shows that there is a positive relationship between these two variables. Most of these studies focus on the African region and the role of natural resource in civil wars in the Middle East has been little studied. However, this region is the world's largest oil producer. In this article, we examine the outbreak of the risk of civil war. We show that natural resources have a negative effect on the outbreak of civil war in the Middle East.

Keywords: Civil war, natural resource, opportunity cost, Middle East

To cite this paper: Mahdi FAWAZ (2020), Ressources naturelles et guerres civiles au Moyen-Orient, Bordeaux Economics Working Papers, BxWP2020-09.

<https://ideas.repec.org/p/grt/bdxewp/2020-09.html>

1. Introduction

Avec le développement de l'analyse économique des conflits, le questionnement sur les déterminants des guerres civiles a suscité un intérêt particulier dans les travaux académiques et différentes variables structurelles ont été analysées (niveau économique, qualité des institutions, inégalités, diversités ethniques et religieuses et autres) dont les ressources naturelles. L'attention accordée au rôle des ressources naturelles dans la compréhension des guerres civiles s'est accru au début des années 90. Contrairement à l'idée reçue de Jean-Baptiste Say dans son *Traité d'économie politique* [1803]¹, nous distinguons aujourd'hui des richesses naturelles non ou peu renouvelables (hydrocarbures par ex.) qui exercent une influence sur la distribution de la richesse, car considérées comme étant source d'accumulation du capital. Les principaux travaux ayant décrit le rôle des ressources naturelles dans les guerres civiles sont ceux de Collier et Hoeffler [1998, 2000, 2002 et 2004] et Fearon et Laitin [2003]. Ces études pionnières ont permis de mettre en évidence, à partir d'analyses économétriques, une relation significative et positive entre dotations en ressources naturelles et risques de guerres civiles, ouvrant ainsi la voie à une abondante littérature inscrite dans le cadre dit de la « malédiction des ressources naturelles ». Ces travaux sont pour la plupart centrés sur l'Afrique (Ross [2006])². En revanche, l'effet des ressources naturelles sur les guerres civiles au Moyen-Orient³ a été moins étudiée. Pourtant, avec un rôle de premier producteur de pétrole au monde, la région tire sa première richesse de cette ressource. Dans la même veine, la région connaît depuis les accords de *Sykes-Picot* (1916) une longue expérience de conflits armés jalonnée par des guerres inter-étatiques, civiles (coups d'État, insurrections armées, rébellions et révolutions) et régionales face au regard impuissant des « forces » onusiennes (Diehl et Hensel [1996]), malgré que le contexte conflictuel de cette région ait été très souvent évoqué au Conseil de sécurité des Nations Unies depuis la dissolution du mandat britannique sur la Palestine (1948).

Sorli *et al.* [2005] en étudiant le déclenchement des guerres civiles au Moyen-Orient ne trouvent aucune influence significative des ressources pétrolières sur le risque de guerre interne. Or, depuis 2005, cette région a connu d'importants mouvements de violences, notamment avec le « Printemps arabe ». En Syrie, le pouvoir alaouite en place fait face à une forte opposition majoritairement sunnite et sera soutenu par son allié iranien face aux pays du golfe ; en Irak, le pouvoir dominé par les chiites après la chute de Saddam Hussein est menacé par des sunnites

¹ « Les richesses naturelles sont inépuisables car sans cela, nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Comme elles ne sauraient être ni produites, ni distribuées, ni consommées, elles ne sont pas du ressort de l'économie politique ». J.B Say [1803, p. 388]

² Ross [2006] attire notre attention sur la particularité de l'Afrique où se trouve une fraction croissante des guerres civiles dans le monde. Les travaux de Bates [1986], Elbadawi et Sambanis [2000], Herbst [2000], Azam [2002, 2008], Collier et Hoeffler [2002], Le Billon [2007] et Bates [2008] permettent de mesurer l'impact des ressources naturelles sur les guerres civiles dans cette région.

³ En 1902, l'expression « Moyen-Orient » est utilisée pour la première fois par Alfred Mahan. Alors que pour ce stratège américain, cette expression couvre les territoires aussi larges du Maroc à l'Empire des Indes en passant par l'Afghanistan, la vision française demeure plus restreinte, comprenant que les pays du Levant (Sud-Est), de l'Égypte (Sud-Ouest), de la Turquie (Nord-Ouest) et de l'Iran (Nord-Est). La délimitation de cette zone géographique a en réalité un sens différent pour les analystes et des implications différentes en termes d'enjeux économiques, politiques et sociaux. Dans ce travail, nous nous limiterons à cette dernière définition du Moyen-Orient qui correspond d'ailleurs à la classification régionale proposée par l'UCDP/PRIO.

insatisfaits ; au Bahreïn, la monarchie sunnite reçoit l'aide de son allié saoudien pour affronter les mouvements de contestations et de revendications chiites ; au Yémen les Houthis tentent de reconquérir le pouvoir et s'engage dans de violents affrontements avec l'Arabie Saoudite ; entre Israël et le Hezbollah libanais, les tensions s'intensifient après l'entrée en force de ces derniers sur le théâtre syrien ; et en Arabie Saoudite les mouvements de révolte chiite à Al Qatif, région riche en pétrole, sont fortement réprimés par les autorités. Au total, ce sont au moins 49 groupes armés non étatiques qui ont opéré au Moyen-Orient depuis 2005 selon les données de l'UCDP. Aussi, sur cette même période, on assiste à une augmentation conséquente des activités de productions de pétrole.

Dans cette étude, nous étudions l'effet des ressources naturelles sur le risque de guerre civile dans les pays du Moyen-Orient. L'idée d'actualiser l'étude de Sorli *et al.* [2005] paraît nécessaire pour différentes raisons. Outre le fait que le contexte conflictuel de la région s'est considérablement dégradé depuis 2005, les auteurs font remarquer le manque de données pour leur variable de contrôle : « *However, there was a high fraction of missing observations on this variable [oil dummy]* » (Sorli *et al.* [2005, p.156]). De plus, ces derniers utilisent les exportations de pétrole (% PIB) comme variable de contrôle. Or, cette mesure ne tient pas compte de la production totale de pétrole et devient problématique lorsqu'un pays est confronté à des embargos tel que l'Iran par exemple (Ross [2006]). Basée sur un panel composé des pays du Moyen-Orient, notre analyse qui s'étend de 1970 à 2016 fait recours à une combinaison d'estimations de modèles logit. Nous montrons que la rente issue des ressources naturelles exerce un effet significatif et négatif sur le risque de guerre civile au Moyen-Orient.

Cet article a la structure suivante : la prochaine section propose une revue de la littérature associée au rôle des ressources naturelles de manière générale. Nous proposons une synthèse des travaux sur le sujet et nous expliquons comment la dégradation tout comme l'abondance des ressources naturelles peuvent être vectrices de tensions armées. En revanche, nous évoquons aussi les théories suggérant un effet négatif des ressources naturelles sur les guerres civiles. La section 4 présente les données mobilisées et la stratégie empirique. Ensuite, nous présentons nos résultats avant de conclure en section 6.

2. Revue de la littérature

Au cours des dix dernières années, la littérature sur les conflits civils a considérablement évolué et plusieurs branches ont été développées. Notre cadre d'analyse associe les travaux relatifs aux variations des coûts d'opportunité de conflits et la littérature propre au concept de « state capacity » (capacité étatique). L'étude de Couttenier et Soubeyran [2015] offre des éléments théoriques particulièrement intéressants pour notre analyse.

2.1 Un consensus sur la malédiction des ressources naturelles

Au cours des dix dernières années, l'intérêt accordé à l'effet des ressources naturelles sur le risque de guerres civiles s'est particulièrement accru, notamment dans les travaux empiriques ouvrant ainsi la voie à une abondante littérature inscrite dans le cadre dit de la « malédiction

des ressources naturelles ». Ce concept a été proposé pour la première fois par Richard Auty en 1993. Il a été définie comme « les effets négatifs de la richesse en ressources naturelles d'un pays sur son bien-être économique, social ou politique » (Ross 2014, p. 2). Plus particulièrement, la plupart des travaux montrent un effet positif des ressources naturelles aussi bien sur la durée que sur le risque de guerres civiles, ainsi que sur d'autres formes de violence⁴.

2.1.1 Dégradation des ressources :

L'analyse économique des conflits nous enseigne que la raréfaction des ressources naturelles influe sur le risque de conflits armés intra-étatiques. L'expérience humaine nous montre que les différentes disettes enregistrées ont engendré des actions conflictuelles autour de ressources devenues rares (André et Platteau [1998] ; Homer-Dixon [1999]). André et Platteau [1998] à partir d'une étude de cas approfondie sur le Rwanda entre 1988 et 1993 établissent un lien entre la hausse de la rareté de la terre et des inégalités dans sa distribution et la fractionnalisation ethnique ayant conduit au génocide de 1994. Ce résultat est renforcé par Homer-Dixon [1999] qui nous dresse un bilan des conflits ayant émergé suite à la raréfaction des ressources. Soubeyran et Tomini [2012] étudient le risque d'éclatement d'un conflit entre des pays partageant une même source d'approvisionnement en eau. Ils montrent que plus la ressource se raréfie, plus l'intervalle de négociation se dégrade et plus la probabilité d'entrer en conflit augmente. Une faible quantité de ressources qui réduit les possibilités de production et donc de création de richesse incite les agents à utiliser des moyens coercitifs débouchant le plus souvent sur de la violence⁵.

2.1.2 Abondance des ressources

L'idée selon laquelle une dotation importante en ressources naturelles tend à fragiliser la cohésion sociale est bien admise dans la littérature. Les études pionnières (Collier et Hoeffler [1998, 2000, 2002 et 2004] ; Fearon et Laitin [2003] ; Ross [2006]) s'accordent sur le fait que les pays avec de faibles niveaux de revenus par habitant dont la richesse dépend en grande partie des ressources naturelles sont spécialement exposés aux conflits civils. Dans leur première étude, Collier et Hoeffler [1998] s'attachent aux causes économiques des guerres civiles en se basant sur l'utilité des agents. Lorsque les avantages espérés à l'issue de la guerre civile sont supérieurs aux coûts de la rébellion, le choix rationnel d'un agent le conduit à recourir à la violence. Ce résultat est ensuite testé empiriquement en mobilisant des données sur le revenu, la fractionnalisation ethno-linguistique, la quantité de ressources naturelles et la taille de la population entre 1816 et 1992. Ils trouvent que le niveau de revenu est négativement corrélé au conflit civil, tandis que toutes les autres variables influent de manière positive sur le risque de

⁴ Les homicides (Couttenier *et al.* [2017]), les crimes organisés (Buonanno *et al.* [2015]), les guerres inter-étatiques (Caselli *et al.* [2015]) et les crimes de masses (Esteban *et al.* [2015]).

⁵ Les ressources naturelles, qui varient considérablement dans le temps et l'espace, satisfont de manière prépondérante les besoins de l'homme dans la société. Or, ces besoins étant potentiellement illimités, la rareté implique que les agents ne peuvent pas atteindre tous leur objectifs (Congleton [2004]). Ainsi, des transactions involontaires reposant sur l'intimidation, la menace ou plus directement sur l'utilisation de la force peuvent apparaître (North *et al.* [2010]).

guerre civile. Par la suite, Collier et Hoeffler [2000, 2002 et 2004] abordent à l'aide d'un modèle, sans doute le plus connu de ces auteurs⁶, les concepts de « greed and grievance ». Selon eux, les conflits pourraient s'expliquer soit par l'existence de « griefs », soit par l'« avidité ». La première forme de révolte est causée par des problèmes d'ordres politiques ou sociaux tandis que l'avidité fait référence aux activités prédatrices organisées en rébellions armées. Après avoir étudié une série de variables macro-économique (taille de la population, taux de chômage ...), ils concluent, en se basant sur la forte corrélation positive existante entre exportation de produits de base et conflit que l'avidité des groupes rebelles a un pouvoir explicatif supérieur à celui des doléances. Plusieurs corollaires découlent du modèle de Collier et Hoeffler, notamment la diversification des secteurs de production et le renforcement de la taille de l'armée nationale face à celle des groupes rebelles. Fearon et Laitin [2003] obtiennent les mêmes résultats que leur prédécesseur pour la période 1945 - 1999. Toutefois, ils considèrent que l'affaiblissement de l'État et de l'ordre interne au travers des ressources naturelles est endogène à la qualité des institutions, même si ces ressources représentent une cible évidente pour les rebelles. Elbadawi et Sambanis [2000] trouvent aussi que la récurrence de guerre civile en Afrique est causée par une dépendance économique aux ressources naturelles associée à un niveau élevé de pauvreté et une faiblesse des institutions étatiques.

D'autres études ont permis de développer davantage la portée conceptuelle de ces résultats de différentes manières : en distinguant entre différents types de ressources (Lujala *et al.* [2005] ; Humphreys [2005] ; Lujala *et al.* [2007]) ; en développant les techniques économétriques adéquates (King et Zeng [2001]) ; et en améliorant les mesures appropriées de la dépendance aux ressources, ainsi que la nature de la variable dépendante (occurrence, intensité ou durée) et sa mesure (COW, UCDP/PRIO ou autres bases de données).

2.1.3 Types de ressources naturelles et guerres civiles

Les distinctions entre différents types de ressources ont permis d'établir des liens plus ou moins significatifs selon le type de ressources sur le risque de conflit puisque les ressources sont assez disparates selon l'espace géographique.

Ross [2006] estime que le risque de guerre interne dans les pays dotés d'abondantes ressources en pétrole a considérablement évolué. Selon lui, ces conflits motivés par le pétrole sont passés à 4,9/an entre 1974 et 2002 alors que l'on décomptait un peu moins d'un/an entre 1960 et 1973. Ce résultat s'expliquerait par une augmentation du nombre de pays détenteurs de pétrole, la hausse des prix et de l'expansion géographique des activités d'extraction. Ainsi, avec 42 pays riches en pétrole en 1980 contre 15 en 1973, le nombre de guerres civiles dans les pays pétroliers a considérablement augmenté. Humphreys [2005] trouve que le volume de production de pétrole est positivement corrélé au risque de conflit pour les pays africains. Lujala [2010] montre que la localisation des ressources hydrocarbures a un effet sur la durée du conflit. Dès

⁶ Le modèle de « greed and grievance » de Collier et Hoeffler a suscité bon nombre de réaction, voir Marchal et Messiant [2002] ou Humphreys [2003]. De Soysa [2002] s'oppose au concept de « greed » de Collier et Hoeffler et considère plutôt que la relation entre ressources naturelles et conflits repose sur le « besoin » et le « mode de gouvernance ».

lors qu'une ressource pétrolière est située à l'intérieur d'une zone de conflit, la durée du conflit est multipliée par deux. Oyefusi [2007] montre l'existence d'un lien entre ressources pétrolières et guerre civile au Nigéria. Ce résultat étant rendu possible par la dépendance excessive du gouvernement vis-à-vis des revenus pétroliers, l'instabilité du système institutionnelle et le manque de transparence. Les travaux de Ikelegbe [2005], Omeje [2006], Ibeanu et Luckham [2007] centrés aussi sur le Nigéria abondent dans ce sens. Par ailleurs, Ross [2006] montre aussi que les dotations en diamants ont positivement influé les guerres civiles dans la période post-guerre froide. Ce résultat est généralement vrai pour les diamants de surface dits *secondaires*, qui nécessitent peu de matériel et réalisable par des travailleurs non qualifiés, à la différence des diamants *primaires* situés dans des mines profondes et qui nécessitent un investissement technologique important pour procéder à l'extraction (Lujala *et al.* [2005]).

Selon Isham *et al.* [2005], les ressources minières sont « localisées » contrairement aux ressources agricoles qui sont « diffuses ». Cette distinction implique que les ressources minières ont tendance à susciter des transactions involontaires en raison de leur concentration géographique, surtout lorsque l'exploitation de ces ressources situées dans les sous-sols se fait par les ouvriers miniers⁷. De manière générale, Dal Bo et Dal bo [2011] montrent que les industries intensives en capital (industrie extractive par exemple) suscitent des activités d'appropriation à la différence des activités intensives en main d'œuvre (activité agricole par exemple).

Hamid et Omnia [2015] s'intéressent aussi au pouvoir explicatif des différents types de ressources naturelles sur les dépenses militaires. Ils montrent, en particulier, qu'une abondance en ressources pétrolières et forestières entraînent une augmentation des dépenses militaires par l'élite au pouvoir. Ces résultats sont à mettre en lien avec les travaux qui soutiennent au contraire un effet négatif des ressources naturelles sur le risque de guerre civile.

2.1.4 Mesure des ressources naturelles

En utilisant les exportations de produits de base rapportées au PIB (Collier et Hoeffler [1998]) pour mesurer l'impact des ressources naturelles sur les conflits, les travaux antérieurs fournissent une mauvaise mesure de la richesse en ressources. Tout d'abord, cette mesure ne permet pas de distinguer les différents types de ressources, et donc de déterminer une significativité plus ou moins importante selon le type. De plus, en se basant uniquement sur les exportations, cette mesure ne tient pas compte de la production totale qui semble être une meilleure mesure de disponibilité des ressources (Fearon [2005] ; Ross [2006]), notamment lorsque les gouvernements sont confrontés à des embargos économiques. Une mesure alternative des rentes de ressources naturelles est proposée par la banque mondiale (*World Development Indicators*). Cette mesure est aujourd'hui calculée comme la différence entre le prix d'une matière première⁸ et son coût unitaire moyen d'extraction. Cette rente unitaire est ensuite multipliée par les quantités de matières premières extraites par pays déterminant ainsi

⁷ En région africaine, on estime le nombre d'exploitants minier à 8 millions environ, impliqués pour la majorité dans la production d'or (Africa progress panel [2013]).

⁸ A travers l'estimation du prix mondial d'unités de matières premières spécifiques.

les rentes de chaque pays (en % du PIB). L'utilisation d'un prix exogène (mondial) permet de limiter les problèmes d'endogénéité puisqu'un prix national est souvent fonction du niveau de stabilité du pays. Ainsi, même quand un embargo est exercé sur un gouvernement et que celui-ci rencontre des contraintes à l'exportation, cette mesure permet toujours de capter la rente issue des ressources naturelles. Cette base de données a été utilisée dans de nombreuses études (Ross [2006] ; Simon *et al.* [2007] ; Collier *et al.* [2009] ; Bhattacharyya et Hodler [2010] ; Couttenier [2012]) et les résultats convergent le plus souvent vers une même conclusion : les rentes issues des ressources naturelles sont positivement corrélées au risque de guerre civile.

De manière générale, les rentes des matières premières sont utilisées car le contrôle des ressources est reconnu expliquer l'émergence et le maintien des guerres civiles (Ross, 2004, 2006 ; Collier et Hoeffler, 2004, 2005). Nous assistons aussi à une amélioration des outils de mesure pour analyser différents types de ressources naturelles, notamment diamantifère (Lujala *et al.* [2005]) et pétrolières (Humphreys [2005] ; Lujala *et al.* [2007]). Humphreys [2005] compile des données sur les réserves de pétrole et de diamants (en volume) entre 1960 et 1999⁹. En revanche, d'autres études utilisent une variable dummy valant 1 lorsque les États dépassent un certain seuil d'exportation de pétrole (1/3 pour Fearon et Laitin [2003] ou 0,4 pour Sorli *et al.* [2005]).

2.2 Le paradoxe des États rentiers

La littérature portant sur les ressources naturelles soutient aussi l'existence d'un effet négatif des ressources naturelles sur le risque de guerre civile. L'une des explications avancées pour expliquer cet effet est le concept des « effets de rentes » (Ross [2001] ; Isham *et al.* [2005]). Lorsqu'un gouvernement a la possibilité d'obtenir un revenu providentiel, trois effets majeurs peuvent être observés. Premièrement, puisque le fonctionnement des institutions tient aux rentes tirées des exportations et non aux impôts issus de la population, une distanciation du gouvernement vis-à-vis de sa population se crée naturellement. Ainsi, en faisant le choix de moins taxer la population, l'État a moins besoin de mettre en place des systèmes de contrôle de bonne qualité. Dès lors, les citoyens sont moins incités à mettre en place une société civile capable de contre-balancer le pouvoir en place. Pour Vettovaglia (2013), les activités économiques de l'Afrique Subsaharienne reposent sur l'extraction : « le gouvernement ne s'appuie pas sur l'éducation des individus, les compétences et le capital humain, mais sur l'extraction des ressources naturelles ». Ensuite, l'État peut acheter une paix sociale en distribuant une partie de la rente à des minorités puissantes ou aux dissidents afin de rester au pouvoir. Cela est d'autant plus possible dans les pays sous régime présidentiel étant donné que le pouvoir ne doit pas son maintien au Parlement (Couttenier [2012]). Enfin, grâce à sa puissance financière, l'État peut investir massivement dans sa capacité militaire (police, renseignement, etc.) afin de réprimer les opposants au pouvoir et ainsi « forcer la paix » (Silve et Verdier [2018]).

⁹ Ces données sont compilées à partir de différentes sources : BP Statistical Review of World Energy/BP Statistical Review of the World Oil Industry, PennWell Corporation Oil et Gas Journal, U.S. Department of Energy, OPEC Bulletin, et Petroleum Economist.

3. Recherche de bien-être et marasme économique comme canaux de transmission

« [...] la solution à tout problème ne nécessite pas obligatoirement que l'on s'adresse à ses causes; toutefois, sans une bonne compréhension de celles-ci, on peut douter de la pertinence des remèdes proposés ».

Collier (2004, p. 198 l. 17 - 20)

Les premières théories (Roemer [1979]) considéraient la dotation en ressource, qui représente une source d'accumulation du capital, comme une forme de bénédiction. Cela étant rendu possible grâce aux Investissements Directs Étrangers (IDE) dans les secteurs extractifs, la part des exportations de ces mêmes secteurs et les créations d'emplois. Or, les trajectoires espérées en termes de développements économiques de nombreux pays riches en ressources naturelles, notamment en hydrocarbures, ont paradoxalement suivi une tout autre tendance (Angola, RDC, ...). Bien que les réflexions théoriques quant aux mécanismes sous-jacents restent complexes à établir (Hotte [2013]), différents travaux ont permis de développer davantage la portée conceptuelle du lien entre ressources naturelles et guerres civiles¹⁰. Appréhender ces différents facteurs et leurs interactions avec le conflit permettrait d'engager de solides mesures de prévention du conflit, de proposer des pistes pour la consolidation de la paix et de favoriser le développement économique. Ceci permettrait aussi d'appréhender l'idée selon laquelle la présence de ressources serait un actif pour certains et un passif pour d'autres. Les principaux mécanismes relevés sont la recherche de rente, le financement de rébellion et l'encouragement à la sécession. Ces différents mécanismes mettent en avant une relation directe entre ressources naturelles et conflits armés, reposant exclusivement sur une recherche de bien-être par les agents. Il existe d'autres mécanismes par lesquels la violence armée peut transiter indirectement. Il s'agit du syndrome hollandais, des expositions aux chocs, la dégradation des termes de l'échange, le mode de gestion des ressources, le détachement du gouvernement et la corruption. Ces derniers mécanismes résultent généralement d'un marasme économique.

Recherche de rente : Les ressources naturelles représentent une source potentielle d'accumulation de capital pour des groupes d'individus (élite au pouvoir, rebelle ou autre). La recherche de rente peut motiver la mobilisation de groupes rebelles (organisés ou non) pour contrôler une zone riche en ressources naturelles (Reuveny et Maxwell [2001] ; Grossman et Mendoza [2003] ; Collier [2004] ; Hugon [2009] ; Caselli et Coleman [2013]). Cela devient d'autant plus évident lorsque la croissance économique du pays dépend principalement des ressources naturelles non transformées et que les institutions juridiques sont faibles. Différentes expériences historiques permettent de défendre cette proposition, notamment aux Fidji et en Sierra Leone avec le groupe rebelle Front révolutionnaire uni (RUF)¹¹. Pour Vlassenroot et al. [2012], les ressources sont devenues un motif essentiel de la guerre de 1998 en République

¹⁰ Pour des éléments théoriques sur les mécanismes, voir Bazzi et Blattman [2014] et Vahabi [2018].

¹¹ Voir Collier [2014] pour une argumentation détaillée.

Démocratique du Congo, voir même en Afrique de manière générale comme le souligne Hugon [2009]. Au Moyen-Orient, certaines études estiment qu'en arrière-plan de la guerre civile syrienne, le facteur gazier¹² constitué un véritable « noeud gordien géographique » dans la région (Rigoulet-Roze [2014]) même si ce facteur n'explique pas nécessairement à lui seul l'évolution de la crise.

Ce mécanisme est à mettre en lien avec l'étude de Grossman [1991]. Ce dernier montre que la pauvreté réduit les incitations individuelles à maintenir l'ordre puisque les gains économiques des agents surpassent les risques encourus dans cette situation¹³. En revanche, une augmentation des revenus peut réduire la probabilité des conflits en augmentant les salaires et en réduisant le travail fourni aux activités criminelles ou conflictuelles (Becker [1968]). Un meilleur niveau de salaire apparaît donc comme un coût d'opportunité de la lutte. La littérature la plus récente insiste sur les chocs économiques comme déterminants de ces coûts d'opportunité (Chassang et Padró i Miquel [2009] ; Besley et Persson [2009a] ; Brückner et Ciccone [2007] ; Bruckner et Ciccone [2010]).

Financements de la rébellion : Les ressources naturelles ont aussi un rôle dans l'alimentation des guerres civiles même lorsque l'objectif premier n'est pas la recherche de rente. En exploitant illégalement ces ressources, les groupes rebelles parviennent à financer leurs activités aussi bien sur le plan logistique qu'en matière d'équipements (Fearon [2004] ; Collier *et al.* [2009] ; Nunn et Qian [2014] ; Dube et Naidu [2015]). L'ONU estime que différentes guerres en Afrique ont été financées de cette manière (Cambodge, Côte d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Libéria et Sierra Leone). Ainsi, on estime qu'entre 1991 et 1999 au Sierra Leone, le RUF aurait vendu entre 25 et 125 millions de dollars de diamants par an pour financer son activité. Au Moyen-Orient, le contrôle des sites pétroliers par Daesh à des fins de financements est souvent cité à titre d'exemple. En mars 2015, sa zone de contrôle comprenait plusieurs grands gisements de pétrole en Irak et en Syrie, notamment Al-Omar, Jafra et Jeribe en Syrie et Ajil en Irak. Selon Levitt [2014], le potentiel pétrolier global du groupe aurait atteint 80 000 barils par jour, rapportant ainsi entre trois et huit millions de dollars américains de revenus par jour.

Encouragement à la sécession : Un autre mécanisme permettant de lier les ressources naturelles aux conflits armés serait l'encouragement à la sécession (Le Billon [2003] ; Humphreys [2003] ; Lujala *et al.* [2007] ; Morelli et Rohner [2015]). Si les ressources naturelles sont concentrées au sein d'une région dans un État, comme c'est souvent le cas, la conviction qu'un État sécessionniste pourrait être viable ou prospère peut se répandre facilement au sein des groupes insatisfaits. Ce fut le cas au Biafra, au Katanga, en Casamance et au Sud-Soudan. L'exemple des ressources pétrolières « onshore (par opposition aux gisements « offshore ») est particulièrement pertinent (Lujala *et al.* [2007])¹⁴. Au Moyen-Orient, les tentatives de sécession

¹² Le gaz fait aujourd'hui parti des principales sources d'énergie dans cette région qui peut prétendre être une alternative à la baisse des réserves mondiales de pétrole.

¹³ Ce résultat impliquant une corrélation négative entre richesse et probabilité d'apparition de conflit intra-étatique a été ensuite largement partagé dans les travaux (Skaperdas [1992] ; Hommer et Dixon [1994] ; Hirshleifer [1995], Grossman et Kim [1995] ; Esteban et Ray [1999] ; Gates [2002] ; Bates *et al.* [2002] ; Sambanis [2002] ; Nafziger et Auvinen [2002] ; Miguel *et al.* [2004] ; Chassang et Padró i Miquel [2009]).

¹⁴ Par exemple, l'Irak et la Syrie, pays très concernés par des violences internes ne détiennent que des sites « onshore ».

les plus illustrant proviennent des peuples kurdes. En Turquie par exemple, ces derniers peuplent une zone particulièrement riche en eau. Les peuples kurdes d'Irak ont quant à eux revendiqué les régions de Mossoul et Kirkouk riches en hydrocarbures. En Arabie Saoudite, la région d'Al Qatif qui concentre une richesse absolue en hydrocarbures et qui génère un revenu important au gouvernement saoudien a connu de violentes répressions de la part du gouvernement en 2011. Avec un faible niveau de vie économique et une absence d'établissement d'enseignement supérieur, cette région concentrant le plus de chiite dans le pays (à hauteur de plus de 95%) a connu d'importants mouvements de révolte. De nos jours, nous observons aussi de telles velléités sécessionnistes en Catalogne et en Italie du Nord. En remettant en cause les frontières de l'État et l'autorité du gouvernement, les séparatistes créent des mouvements de tensions pouvant déboucher en guerre civile.

Les différents mécanismes cités plus haut mettent en avant une relation directe entre ressources naturelles et conflits armés, reposant exclusivement sur une recherche de bien-être par les agents. Cependant, il existe d'autres mécanismes par lesquels la violence armée peut transiter indirectement même quand l'État exerce un contrôle total sur la ressource. Cette réflexion s'appuie d'une part sur les marasmes économiques (syndromes hollandais, expositions aux chocs et dégradation des termes de l'échange) et d'autre part sur une véritable gabegie des institutions (mauvaise gestion des ressources, prévalence de la corruption et la faiblesse des institutions).

Syndrome Hollandais : Dans les années 60, les découvertes de gaz naturel aux Pays-Bas ont bouleversé le marché économique hollandais. L'exploitation en grande quantité de cette ressource a progressivement conduit au déclin de l'industrie manufacturière locale. De cette expérience hollandaise est né le concept du *Syndrome hollandais*. Formalisé initialement par Corden et Neary [1982]¹⁵, ce concept a permis de prendre en compte la mesure véritable des effets des rentes tirées des ressources naturelles sur l'économie. Il désigne un ensemble de mécanismes par lesquels une dotation importante en ressources naturelles conduit à une destruction progressive du tissu industriel et donc un impact négatif sur la croissance économique à long terme. Puisque l'augmentation des recettes d'exportations du secteur productif provoque l'appréciation de la devise, les exportations des autres secteurs, dont l'industrie manufacturière, deviennent moins favorables que les importations. Ellman [1981] caractérise ce phénomène par la faiblesse des profits (à l'exception du secteur extractif), le développement important de l'industrie productive au détriment des industries intensives en main-d'œuvre, l'expansion considérable des importations en raison d'une situation favorable de la balance des paiements et le découragement des exportations des produits manufacturés en raison de la ré-appréciation continue de la devise. Puis, avec le déclin relatif du secteur productif, le taux de change connaît une baisse considérable, de même que le niveau d'emploi. Ces conséquences directes conjuguées aux difficultés déjà encourues par les autres industries conduisent à une stagnation durable de l'activité économique. D'autres pays ont également connu ce phénomène, mais avec des manifestations plus ou moins importantes du « syndrome hollandais » (Algérie, Nigéria, République Démocratique du Congo, etc.). Auty [1993] est le premier à proposer une évidence empirique de ce concept sur un échantillon de six pays.

¹⁵ Grégory [1976] faisait déjà allusion à ce concept.

L'étude pionnière de Sachs et Warner [1999] permettra de confirmer ce résultat. En analysant un panel de 95 pays sur la période 1971-1989, ces derniers montrent que les pays dotés d'abondantes ressources naturelles avec un ratio important d'exportations (de ces ressources) sur le PIB tendent à avoir une croissance moins rapide que les autres pays. Depuis, ce résultat a été confirmé dans plusieurs travaux (Gylfason *et al.* [1999] ; Ross [2003] ; Smith [2004] et Kaldor *et al.* [2007]), malgré certaines études contradictoires¹⁶. Nous pouvons donc arguer du fait qu'une dégradation des conditions économiques provoquée par le phénomène du « syndrome hollandais » peut engendrer des violences internes en raison du faible niveau de vie des habitants (Leite et Weidmann [2002] ; Sala-I-Martin et Subramanian [2003]). Au Moyen-Orient, l'Arabie saoudite a connu son ratio d'exportations d'hydrocarbures sur PIB le plus important en 1979 (plus de 80% du PIB), année durant laquelle on assistera à la prise de la Grande Mosquée de La Mecque par les Ikhwans.

Exposition aux chocs : La littérature admet que les chocs positifs comme négatifs découlant de la mondialisation peuvent avoir un effet déstabilisateur (Nieman [2011]). Ce constat est issu de la relation ambiguë existante entre le revenu et les conflits civils : d'une part une relation négative entre richesse et probabilité de guerre civile, d'autre part une relation positive. Ces expositions aux chocs peuvent résulter de la volatilité des prix des matières premières (Dube et Vargas [2013] ; Aragón et Rud [2013] ; Maystadt *et al.* [2014] ; Berman et Couttenier [2015])¹⁷ et de la découverte de nouvelles ressources (Cotet et Tsui [2013] ; Lei et Michaels [2014]).

Si dans le premier cas nous considérons qu'une croissance économique positive réduit le risque de guerre civile (Collier et Hoeffler [1998, 2004] ; Fearon et Laitin [2003] ; Miguel *et al.* [2004]), alors un choc exogène négatif des prix de produits de base peut favoriser le recours aux activités illégales et donc à des mouvements de violence interne. En effet, une baisse des prix des matières premières causées par les chocs économiques internationaux influe considérablement sur la croissance économique des pays dépendant fortement de ces rentes. Dans ce cadre, le coût d'opportunité aux activités non criminelles devient plus important (Becker [1968]). Aussi, un choc négatif sur les prix à long terme est susceptible d'enrayer des alliances bilatérales, notamment commerciales. Cette situation augmente les chances pour un gouvernement de faire unilatéralement face à ses ennemis internes en situation de rébellions. Bruckner et Ciccone [2010] en s'intéressant aux pays subsahariens d'Afrique montrent qu'entre 1981 et 2006, une diminution de 20% des prix de matières premières a engendré une augmentation de la probabilité de guerre civile de 2,8%. Berman et Couttenier [2015] obtiennent le même résultat et trouvent que les pays les plus proches des ports maritimes connaissent une corrélation négative encore plus forte. Vanden Eynde [2018] s'intéresse à la rébellion naxalite en Inde, en particulier au choix des cibles stratégiques du groupe rebelle maoïste. À l'aide d'un modèle théorique, il montre que les chocs économiques négatifs

¹⁶ D'autres études suggèrent un effet positif (Lederman et Malony [2007] ; Cavalcanti *et al.* [2011]), ou pas d'effet (Herb [2005]) des ressources naturelles sur la croissance économique.

¹⁷ Signalons que Bazzi et Blattman [2014] ne trouve aucun effet des chocs économiques sur le risque de déclenchement de guerre civile. Par ailleurs, ils estiment que les chocs de prix peuvent renforcer la capacité de contre-insurrection des États lorsqu'ils contrôlent les zones de production.

augmentent la violence contre les civils afin de les empêcher d'être recrutés comme informateur par la police.

D'autre part, si nous considérons qu'une augmentation de la richesse favorise le conflit, alors il est tout à fait naturel qu'une forme pure de prédation se manifeste le mieux en situation de chocs positifs. De plus, un choc positif modifie les modes de vie traditionnels d'une partie de la population et renforce les clivages entre ses différentes classes. Dans une récente étude, Berman *et al.* [2017] en utilisant des données désagrégées à l'échelle locale montrent que la hausse des prix de 14 minerais en Afrique entre 1997 et 2010 a favorisé le risque de guerre civile. Sanchez de la Sierra [2020] en s'intéressant au coltan trouve également un effet positif de la hausse du prix du coltan sur le risque de conflit civil. Une flambée des prix des ressources à forte intensité de capital va stimuler la production de ce secteur et réduire celle des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, ce qui libère une main-d'œuvre bon marché pour la rébellion.

De manière générale, Dube et Vargas [2013] montrent qu'entre 1988 et 2005, les chocs exogènes des prix (positifs et négatifs) sur les marchés internationaux des produits de base, à savoir le café et le pétrole, ont eu un impact sur la guerre civile en Colombie¹⁸. D'une part, ils observent qu'une forte baisse des prix du café (activité intensive en main d'œuvre) au cours des années 90 a entraîné une augmentation de la violence dans les municipalités produisant davantage de café, résultant essentiellement d'une baisse des salaires. D'autre part, ils constatent qu'une hausse des prix du pétrole (activité intensive en capital) a engendré une augmentation du niveau de violence, principalement autour des zones pétrolières du pays en raison d'une augmentation différenciée des recettes municipales induisant ainsi un effet de rapacité.

Les chocs économiques peuvent aussi résulter d'une découverte de nouvelles ressources. Les booms miniers pourraient affecter les modèles de migration et entraîner des changements dans la taille et la composition de la population locale dans les zones minières en ce qui concerne l'ethnicité, l'âge et le sexe (Le Billon [2001], Ross [2004], and Humphreys [2005]). En particulier, Lei et Michaels [2014] montrent que les découvertes de nouveaux gisements pétroliers ont un effet positif sur le risque de conflit.

Variations des termes de l'échange : Pour les pays en voie de développement, la dégradation des termes de l'échange, conformément à la théorie de Singer et Prebisch, peut être vectrice de tensions armées via l'effet négatif exercé sur le PIB. En effet, la thèse de Singer et Prebisch stipule que les termes de l'échange des produits primaires provenant du « Sud » tendent à se dégrader/fragiliser face aux produits manufacturés « technologiques » provenant du « Nord ». Cette baisse inéluctable des prix provenant du Sud ne permettrait pas de favoriser leur économie qui compte principalement sur ces ressources naturelles. Africa Progress Panel (2013) indique dans un rapport que les exportateurs africains ne capturent qu'une faible part de la valeur finale des exportations minières, car une fois le produit traité, sa valeur est multipliée par quatre cents (par rapport à sa valeur initiale). Cela peut s'expliquer par l'absence de la technologie nécessaire à leur traitement dans les pays détenteurs de ressources, mais aussi par une attribution opaque des contrats aux multinationales par les gouvernements.

¹⁸ Ces deux marchés représentent la part la plus importante en exportations de la Colombie.

Prévalence de la corruption : Bon nombre de pays marqué par des guerres civiles, dont la dotation en ressources naturelles fut abondantes, était composé de gouvernements corrompus (Mehlum *et al.* [2006] ; Deacon et Rode [2015]). Au sein de tels gouvernements, la majeure partie des exploitations de ressources ne passe souvent par aucune structure officielle. L'accumulation des rentes et le pillage des ressources par l'autorité au pouvoir est alors facilitée (Weingast, 1997 ; Bates, 2008 ; Bates, Greif et Singh, 2002). Les promesses électorales de ces pays sont le plus souvent non respectées et les attentes de la population non satisfaites. Selon, Vlassenrot *et al.*, (2012), 81% de la production officielle des diamants au Congo en 1964 était exportée illégalement. Certaines études montrent que ce canal concerne principalement les ressources minières et non celles de nature agricole (Sala-i-Martin et Subramanian, 2013 ; Bulte *et al.*, 2004). Ainsi, dans ces situations, la redistribution interne des revenus générés par l'exportation des ressources se fait inégalement. Les autorités s'approprient les rentes et excluent de facto les classes moyennes ou ceux vivant sous le seuil de pauvreté. Autrement, ce sont les minorités ethniques et/ou religieuses qui sont exclues. Les travaux ayant distingué entre différentes formes d'inégalités¹⁹ montrent que les inégalités horizontales soulèvent des doléances, puis des mouvements de révolte souvent organisés en rébellions armées (Azam et Koidou [2002] ; Cramer [2003] ; Gurr et Moore [1997] ; Klugman [1999] ; Tilly [1999] ; Stewart *et al.* [2001a] ; Ostby [2008]) chez la population défavorisée. Les inégalités entre groupes sociaux (ethniques, religieux) peuvent favoriser le risque de guerre civile non pas forcément pour un gain personnel, mais comme une conséquence directe des frustrations des classes pauvres et moyennes (Davies [1962] ; Gurr [1971] ; Paige [1975] ; Petersen [2001] ; Scott [1976]). De tels événements ont eu lieu en 2011 en Syrie, au Bahreïn et en Arabie saoudite. L'ensemble de ces canaux de transmission résultant d'un marasme économique se manifeste le plus souvent lorsque la qualité des institutions est faible (Atkinson et Hamilton [2003] ; Auty [2004] ; Snyder et Bhavnani [2005] ; Hodler [2006] ; Boschini *et al.* [2007] ; North *et al.* [2013] ; Deacon [2011] ; Wiens [2014] ; Menaldo [2016] ; Masi *et al.* [2017]). La capacité étatique des gouvernements comme mécanisme a été particulièrement discuté dans la littérature (Fearon [2005] ; Besley et Persson [2011] ; Bell et Wolford [2015]).

Mode de gestion des ressources : Snyder [2006] considère que le mode de gestion des ressources est un facteur primordial dans l'explication des conflits internes. Lorsque les décisions dans l'allocation, la propriété et l'accès aux ressources naturelles sont mal gérées, elles créent des tensions conflictuelles. La bonne gestion des ressources naturelles dépend naturellement de l'institution étatique en place. Mehlum *et al.* [2006] considèrent que la qualité des institutions est exogène à la présence de ressources, lesquelles deviendront par la suite une bénédiction ou une malédiction en fonction des institutions préexistantes. Fearon et Laitin [2003] soutiennent aussi que l'impact des ressources naturelles est endogène à la qualité des institutions. Ainsi, de manière fondamentale, ce n'est pas la dotation en ressources naturelles

¹⁹ Dans une première étude, Collier et Hoeffler [1996, p. 7] considèrent que : « greater inequality significantly reduces the risk and duration of war ». Ce résultat sera modifié par la suite dans Collier et Hoeffler [1998, 2000] où les auteurs ne trouveront finalement aucun effet significatif des inégalités sur le conflit. Cependant, la démarche méthodique impliquant ce résultat est fortement critiquable. Selon Cramer [2003], pour mieux appréhender l'impact des inégalités sur le conflit, il est nécessaire de distinguer entre différents types d'inégalité (inégalités verticales et horizontales).

qui est source de conflit, mais plutôt le mode de gestion associé. Sala-i-Martin et Subramanian [2013] montrent qu'au Nigéria, les performances paradoxalement faibles seraient liées à des erreurs de gestion de la part des décideurs politiques et non pas par l'existence d'un syndrome hollandais comme souvent suggéré. Le même constat est fait pour le Niger (Williams, 2011) alors que d'autres pays dotés d'abondantes ressources ont réussi à en tirer un avantage grâce à la mise en place d'un mode de gestion approprié. Aroca [2001] et Frankel [2010] accordent l'essentiel du crédit de l'émergence du Chili à la réforme de son code minier introduite en 1983. De même, Acemoglu et Robinson [2001] soulignent le rôle primordial joué par l'institution botswanaise dans l'exploitation efficace des ressources du pays qui, dépendant principalement du diamant, du cuivre et du nickel, fait partie des pays les moins violents de l'Afrique. L'un des principaux enseignements de cette littérature est l'importance du cadre institutionnel dans la gestion des ressources naturelles, condition essentielle de la stabilité économique et sécuritaire du pays. Dès lors, de faibles indicateurs de performances économiques combinés à de mauvais fonctionnements d'institutions et de gouvernance apparaissent comme des symptômes potentiels de tensions internes. Au contraire, l'élaboration d'un cadre juridique garantissant une gestion transparente, équitable et durable des ressources naturelles associée au renforcement des capacités institutionnelles permet d'éviter l'effet pervers des ressources naturelles.

4. Données et stratégie d'estimation

4.1 Données et statistiques descriptives

Guerres civiles : Les chercheurs ont différemment défini la variable dépendante dans l'étude du conflit selon que l'analyse porte sur le déclenchement (Hegre et al. [2001] ; Sambanis [2001] ; Fearon et Laitin [2003] ; Collier et Hoeffler [2004] ; Hegre et Sambanis [2006]) ; sur la durée des conflits (Balch-Lindsay et Enterline [2000] ; Collier et al. [2004] ; Cunningham [2006] ; Fearon [2004]) ; et sur l'intensité du conflit (Montalvo et Reynal-Querol [2005] ; et Besley et Persson [2011]). Dans notre analyse empirique, nous nous intéressons au déclenchement de guerre civile. Cette mesure est codée sous forme de variable binaire : une dummy égale à 1 pour la première année du conflit civil, 0 pour chaque année de paix et des valeurs manquantes de la deuxième à la dernière année du conflit civil afin de limiter les problèmes de causalité inverse (« conflict onset »). Notre variable dépendante est issue de la base de données UCDP/PRIO Armed Conflict. Nous nous intéressons aux conflits intra-étatiques impliquant au moins un gouvernement, défini non pas en termes d'objectifs des antagonistes ou de l'issue du conflit, mais en fonction du niveau de violence. La base de données identifie chaque dyade qui implique donc deux principales parties au conflit où les combats ont conduit au moins à 1000 décès dans l'année. Les deux parties au conflit devraient avoir la possibilité de s'infliger mutuellement des pertes. L'idée étant de distinguer entre guerre civile et génocide. Cette variable est largement utilisée dans les études portant sur le conflit (Gleditsch [2007] ; Lujala [2010] ; Ansorg [2014] ; Couttenier [2012] ; Verne [2016]).

Dans le tableau ci-dessous, nous pouvons observer le nombre de guerres civiles enregistrées par région entre 1970 et 2017. Bien que le Moyen-Orient affiche une tendance inférieure aux régions asiatiques et africaines, lorsque nous pondérons par le nombre de pays appartenant à

chaque région²⁰, nous observons clairement une situation conflictuelle relativement proche de ces régions.

	Europe	Moyen-Orient	Asie	Afrique	Amérique	Total
<i>N</i>	8	14	32	49	12	115
Déclenchement de conflit (%)	7%	12,2%	27,8%	42,6%	10,4%	100%
<i>Nbr conflit / Pays</i>	<1	≈ 1	1	≈ 1	<1	

Tableau 1 Nombres de guerre civile (impliquant au moins 1000 morts) identifiée entre 1970 et 2017 par région. Source : Auteur selon les données de l'UCDP/PRIO.

Plus particulièrement, nous assistons à des guerres civiles au nom d'un Kurdistan indépendant en Irak, mais aussi dans une moindre mesure en Iran, en Turquie et en Syrie. En Israël, la totalité des guerres intestines enregistrées concerne les territoires palestiniens occupés et les territoires libanais (Fermes de Chebaa) et syrien annexés (plateau du Golan). Plus au Sud-Ouest du Moyen-Orient, les affrontements entre gouvernement égyptien et « frères musulmans » perdurent depuis les années 90. Initialement opéré par le mouvement terroriste al-Gama'a al-Islamiyya, on assiste aujourd'hui à un passage de témoin dans cette course pour le renversement du gouvernement égyptien mené au premier chef par DAESH. Ce dernier s'est d'ailleurs aussi engagé en Irak, en Syrie et dans une moindre mesure en Jordanie, en Turquie et au Liban. Certains pays de la région sont toujours en guerre (Syrie depuis 2011, Yémen depuis 2014 et le contexte conflictuel israélo-palestinien de manière générale), d'autres se sont stabilisés (l'Irak dans une certaine mesure) tandis que certains n'en ont jamais connu (Qatar, Émirats arabes unis et Bahreïn).

Ressources naturelles : Pour contrôler l'effet des ressources pétrolières, nous utilisons différentes sources de données. Tout d'abord, la rente en ressources naturelles (en % PIB) est issue du *World Development Indicators*. Nous utilisons cette mesure de rente pour différentes raisons : il s'agit d'une bonne mesure de revenus des ressources naturelles qui peuvent être capturées par l'État, l'élite au pouvoir ou les groupes rebelles ; il existe une large période temporelle pour les pays sélectionnés, ce qui permet de réduire les biais de sélection, et l'utilisation d'un prix exogène (mondial) permet de limiter les problèmes d'endogénéité ; elle est largement utilisée dans la littérature (voir Ross [2006] ; Collier *et al.* [2009] ; Bhattacharyya et Hodler [2010] ; Couttenier [2012]). Aussi, même quand un embargo est exercé sur un gouvernement et que celui-ci rencontre des contraintes à l'exportation, notre variable nous permet toujours de capter la rente issue des ressources naturelles.

Comme nous pouvons l'observer sur la figure ci-dessous, le Moyen-Orient affiche depuis quelques années une tendance à la hausse de production pétrolière. De manière générale, les ressources pétrolières de cette région qui ont un rôle stratégique (Copinschi [2010]) présentent deux particularités. D'une part, au niveau mondial, cette région occupe un rôle de premier producteur de pétrole au monde avec un niveau de production de plus de 30 millions de barils par jour depuis 2015. L'Amérique ainsi que les autres régions sont bien en dessous de ce seuil.

²⁰ Nous utilisons la classification de l'UCDP/PRIO pour avoir le nombre de pays par région. Soit 46 en Europe, 15 au Moyen-Orient, 32 en Asie, 53 en Afrique et 35 en Amérique.

La production globale au Moyen-Orient a connu une baisse entre 1979 et 1991, attribuable à la guerre Iran-Irak et la guerre du Golfe. En revanche, depuis 2005, la production connaît une tendance haussière. D'autre part, les ressources pétrolières au sein de cette région sont différemment distribuées et inégalement réparties selon les conditions naturelles. De facto, certains pays possèdent une richesse absolue en pétrole, tandis que d'autres en sont complètement dépourvues. Dès lors, cette ressource qui fait du Moyen-Orient une zone à forts enjeux géostratégiques peut apparaître comme un actif pour certains et un passif pour d'autres. Nonobstant l'existence d'un lien avéré entre « hydrocarbure » et « conflit », différents événements ayant eu lieu dans cette région permettent d'observer le caractère conflictogène des hydrocarbures.

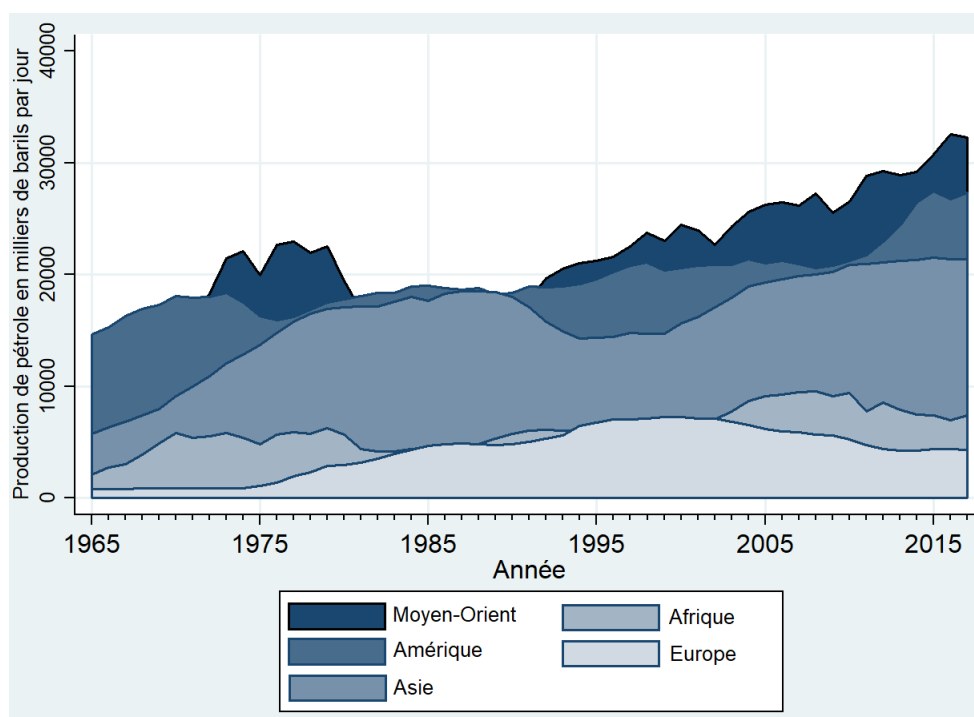


Figure 1 Production de pétrole en milliers de barils par jour et par région. Auteur selon les données de BP Statistical Review of World Energy.

En Arabie Saoudite, nous pouvons citer les attaques récentes de drones contre deux installations pétrolières du groupe Aramco par les houthis ou la prise de la Grande Mosquée de La Mecque par les Ikhwans fin 1979, année où le pays connaît son plus important ratio d'exportations d'hydrocarbures sur PIB (plus de 80% du PIB). Nous observons un événement similaire en Syrie avec l'insurrection des Frères musulmans à une période où les rentes en hydrocarbures sont multipliées par deux entre 1979 et 1982. En 2014, l'irruption sur la scène internationale de Daesh, considéré comme étant le plus sophistiqué et radical de la sphère terroriste, suscite toutes les peurs. Produit d'un chaos prolongé sur le terrain irakien au triple plan politique, économique et social, l'offensive de Daesh serait rendu possible grâce à une manne financière importante. Ses actifs seraient principalement liés à l'appropriation et l'exploitation des puits pétroliers en

Irak et en Syrie (Ajil, Al-Omar, Jafra et Jeribe par exemple), mais aussi à des activités de pillage et d'extorsion, des réseaux de contrebande, des butins de guerre et du marchandage d'être humain (Giblin [2016]). Sur le plan interétatique, nous assistons à une escalade des tensions entre le Liban et Israël en 2018 après la signature de contrat d'exploration offshore côté libanais dans une zone revendiquée par les israéliens.

Autres variables : Les facteurs structurels, considérés comme « exogènes » au modèle, que nous retenons sont le PIB/habitant, la taille de la population, une mesure de polarisation sociale²¹ et le niveau de démocratie.

Le PIB par habitant est un bon proxy des coûts d'opportunité²². Nous utilisons les données de la Banque Mondiale (1970 - 2016). La taille de la population est considérée comme étant un facteur pertinent dans les guerres civiles²³. Les données sont issues de la base *Penn World Table*. Le nationalisme ethnique est généralement considéré comme une véritable source de cohésion au sein d'un groupe et par extension de conflit civil inter groupes (Fearon et Laitin [2003] ; Fearon *et al.* [2007]). Selon Fearon [2006], parmi les 709 groupes ethniques minoritaires identifiés dans le monde, au moins 100 avaient des membres engagés dans une rébellion à base ethnique contre l'État de 1945 à 1998. Collier et Hoeffler [2000] trouvent que la diversité ethnique favorise le conflit lorsqu'un groupe ethnique représente environ 60% de la population totale. Ce résultat est partagé par Hegre et Sambanis [2006] pour les conflits internes de basses intensités. Le niveau de démocratisation est une variable pertinente dans l'étude des conflits internes. Certains travaux considèrent les régimes démocratiques comme étant pacifiques (Ferejohn et McCall Rosenbluth [2008]) et donc moins exposés à des risques de guerres internes (Collier et Hoeffler [2004] ; Rummel [1995]) par rapport aux pays non démocratiques, tandis que d'autres estiment le contraire (Rapoport et Weinberg [2001])²⁴. Nous utilisons la mesure de *Polity IV Project* allant de -10 (Autocratie) à +10 (Démocratie) pour contrôler cette variable. Il existe peu de régimes considérés comme démocratiques au Moyen-Orient, la majorité étant des régimes autocratiques ou anocratiques.

²¹ Pour la robustesse de nos résultats, nous contrôlons aussi par une mesure de fractionnalisation. Les résultats restent inchangés. La fractionnalisation sociale est calculée comme étant le produit de la fractionnalisation ethnique et religieuse (Collier et Hoeffler [2002]). De manière générale, cet indice correspond à la probabilité d'avoir deux individus de classes sociales différentes au sein d'une population (ethniques et religieuses dans notre cas). L'indice de fractionnalisation est donné par (Taylor et Hudson [1972]) : $FRAC = 1 - \sum_{i=1}^n \pi_i^2 = \sum_{i=1}^n \pi_i (1 - \pi_i)$ où π_i est la part de la population appartenant au groupe religieux/ethnique i et N le nombre de groupe religieux/ethnique. Pour la fractionnalisation ethnique, nous reprenons les données de Fearon et Laitin [2003]. Ces données se basent en partie les données de Fearon [2003] et Atlas Narodov Mira [1964]. Pour la fractionnalisation religieuse, nous calculons cet indice à partir des données provenant de COW (World Religion Data). Les données sont disponibles par tranche de 5 ans de 1970 à 2010. Nous distinguons entre le christianisme protestant, catholique, orthodoxe ; le judaïsme orthodoxe, conservateur et réformé ; l'islam sunnite, chiite, ibadhi, alawite et ahmadite.

²² Voir Do et Iyer [2007] pour une étude sur le Népal et Barron *et al.* [2004] pour l'Indonésie par exemple.

²³ Voir Urdal [2004] pour plus de détails sur le lien entre la taille de la population, les conditions économiques et le risque de guerre civile.

²⁴ Voir Berton et Panel [2018] et Abulof et Goldman [2015] pour une revue de littérature plus approfondie à ce sujet.

4.2 Modèle économétrique

Nous nous intéressons dans cet article à l'effet des ressources naturelles sur le risque de guerre civile au Moyen-Orient. Notre analyse couvre une période allant de 1970 à 2016, relative à la disponibilité de l'information. Nous formalisons cela à l'aide d'une régression logistique en panel. Aussi, nous incluons un correctif pour l'auto-corrélation temporelle en utilisant la méthode de Beck *et al.* [1998] consistant à introduire le nombre d'années depuis la dernière occurrence de conflit ainsi que les splines cubiques associés. Nous les calculons à partir de l'algorithme BTSCS développé par Beck *et al.* [1998]. On estime l'équation suivante :

$$C_{it} = \beta_0 + \beta_1 X_{it} + \beta_2 R_{it} + \varepsilon_i \quad (1)$$

où C_{it} est une variable binaire indiquant s'il y a guerre civile, R_{it} différentes mesures de ressources naturelles et X_{it} un ensemble de variables de contrôles par pays/année.

5. Résultats

Les premiers résultats obtenus sont présentés dans les tableaux ci-dessous. Notre analyse des facteurs favorisant le risque de déclenchement de guerre civile relève un effet significatif et positif des ressources naturelles sur le risque de guerre civile. Ce résultat observé au niveau mondial peut s'expliquer par plusieurs facteurs conformément à la littérature. En revanche, nous observons un effet significatif et négatif des ressources naturelles lorsque nous contrôlons uniquement pour les pays du Moyen-Orient. Ainsi, pour ces pays, une augmentation des rentes issues des ressources naturelles réduit le risque de guerre civile. Ce résultat s'oppose à l'étude de Sorli *et al.* [2005] qui n'observent aucun effet significatif. Le principal mécanisme permettant d'expliquer ce résultat est celui des « États rentiers ». Grâce à l'importante manne financière générée par les ressources naturelles, les pays du Moyen-Orient parviennent à renforcer leurs capacités militaires. Ils investissent massivement dans la police, les renseignements et la dissuasion pour ainsi « forcer la paix ». De plus, la plupart de ces pays producteurs ne sont pas des régimes démocratiques. Le revenu généré par le pétrole et la manière dont il est dépensé est ainsi inconnu du public (Ross [2012]). Nous pouvons aussi arguer du fait que l'effet négatif observé au Moyen-Orient pourrait s'expliquer par l'adhésion des principaux pays producteurs à l'OPEP (Iran, Irak, Arabie Saoudite, Kuwait, Qatar et Émirats arabes unis). Cet organisme s'assure de coordonner la régulation du marché pétrolier jusqu'alors gérée par les compagnies pétrolières. Par exemple, en contrôlant le niveau de production, les pays membres de l'OPEP évitent le risque d'un syndrome hollandais. Aussi, en déterminant les prix sur le marché mondial, ces derniers se protègent contre l'effet des expositions aux chocs sur le plan local (les chocs pétroliers de 1973 et 1979 n'ont pas déstabilisé les pays producteurs membres de l'OPEP). Par ailleurs, les cas irakien et syrien souvent utilisés pour illustrer le caractère conflictogène de cette ressource au Moyen-Orient sont à nuancer. En effet, l'appropriation par Daesh de différents sites pétrolier Onshore irakien et syrien à des fins de financements devrait plutôt être associée à l'explication des durées des guerres civiles dans ces zones là et non à leurs déclenchements.

Le PIB/habitant est négativement corrélé au risque de guerres civiles (spécification 1). Ce résultat s'accorde avec la littérature associée (Becker [1968] ; Grossman [1991] ; Homer-Dixon [1994] ; Collier et Hoeffler [2004] ; Miguel *et al.* [2004]). L'augmentation des revenus peut augmenter le coût d'opportunité du conflit et réduire ainsi l'incitation aux activités de rebellions. La mesure de polarisation religieuse et la taille de la population favorisent aussi le risque de guerres civiles dans une région marquée par une multitude de confessions religieuses comme nous le montrent les coefficients positifs et significatifs associés à ces variables. Le clivage religieux au sein de cette région se manifeste essentiellement par la confrontation sunnite - chiite dans différents pays (Liban, Arabie saoudite, Irak et Bahreïn par exemple) ou musulman - chrétien dans une moindre mesure (Liban). Enfin, le niveau de démocratie n'exerce aucun effet sur la probabilité de guerre civile. Il n'existe pas à notre connaissance de consensus définitif sur l'effet de la démocratie sur la guerre civile et les résultats sont souvent contradictoires (voir Berton et Panel [2018]). Pour le Moyen-Orient, Abulof et Goldman [2015] trouvent un effet positif de la démocratie sur le risque de conflit. Cela pourrait s'expliquer par le fait que ces régimes s'orientent plutôt vers une démocratie illibérale²⁵ et les déclarations du premier ministre israélien qui affirmé que son pays n' « était pas l'État de tous ses citoyens » vont dans ce sens. La Turquie a également été associée à une forme de démocratie illibérale, s'agissant notamment du traitement accordé au peuple kurde.

²⁵ Le concept de démocratie illibérale est apparu dans les années 1990. Zakaria [1997, p7] qui introduit ce concept définit les démocraties illibérales comme des "[...] régimes démocratiquement élus [qui] ignorent systématiquement les limites constitutionnelles de leur pouvoir et privent leurs citoyens de droits et libertés fondamentaux." Nous assistons depuis quelques années à une hausse de ce type de régime selon les experts (Plattner [2015]).

	Modèle (1) Panel mondial	Modèle (2) Panel Moyen-Orient
Rentes ressources naturelles _{t-1}	0.0215* (0.0125)	-0.0562** (0.0244)
PIB/hab _{t-1}	-0.235* (0.122)	0.204 (0.298)
Population (ln)	0.258*** (0.0963)	0.878** (0.342)
xpolity _{t-1}	0.0555 (0.0379)	-0.0231 (0.104)
Polarisation ethnique	0.0144* (0.00767)	0.0227 (0.0212)
Polarisation religieuse	0.0111** (0.00513)	0.0425** (0.0175)
Terrain accidenté (ln)	0.318*** (0.114)	0.219 (0.314)
<i>N</i>	4078	464

Note : Écart types clusterisés par pays entre parenthèses avec ***, ** et * qui représentent des niveaux de significativité à 1%, 5% et 10%.
Toutes les régressions sont réalisées avec des correctifs pour l'auto-corrélation temporelle.

Tableau 2 Effets des ressources naturelles sur les guerres civiles entre 1970 et 2016.

6. Conclusion

Bien qu'elles soient à l'origine une source d'accumulation du capital, les travaux s'inscrivant dans le cadre dit de la « malédiction des ressources naturelles » montrent qu'une importante dotation en ressources naturelles favorise le risque de guerre civile. En revanche, notre analyse portant sur les pays du Moyen-Orient montre un effet négatif des ressources sur le risque de guerre civile. En ce sens, grâce à leurs puissances financières, ces pays parviennent à « forcer la paix » en améliorant constamment leurs capacités militaires. Ce premier résultat doit être approfondi afin de déterminer les mécanismes permettant d'observer cette relation négative.

Références bibliographiques

- ABULOF U., GOLDMAN O. [2015], « The Domestic Democratic Peace in the Middle East », *International Journal of Conflict and Violence*, 9(1) 72-89.
- AFRICA PROGRESS PANEL (Ed.), 2013. Equity in extractives : stewarding Africa's natural resources for oil ; Africa progress report 2013. Africa progress panel, Genf.
- ANDRE C., PLATTEAU J.-P. [1998], « Land relations under unbearable stress : Rwanda caught in the Malthusian trap », *Journal of Economic Behavior & Organization*, 34, 1-47.

- ANSORG N. [2014], « Wars without borders : conditions for the development of regional conflict systems in sub-Saharan Africa », *International Area Studies Review*, 17(3), 295-312.
- ARAGON F.M., RUD J.P. [2013], « Natural Resources and Local Communities: Evidence from a Peruvian Gold Mine », *American Economic Journal: Economic Policy* 5 (2): 1–25.
- Atlas Narodov Mira [1964], Moscow : Glavnoe upravlenie geodezii i kartografii.
- AUTY R. [1993], *Sustaining development in the mineral economies: The resource curse thesis*. London: Routledge.
- AZAM J. [2002], « Looting and Conflict between Ethnoregional Groups : Lessons for State Formation in Africa », *Journal of Conflict Resolution*, 46(1), 131–53.
- AZAM J. [2008], *Cotton, War and Growth in Chad, 1960-2000*. In *The Political Economy of Economic Growth in Africa, 1960-2000*, Cambridge University Press, vol. 2, p. 86–115.
- BALCH-LINDSAY D., ENTERLINE A.J. [2000], « Killing Time : The World Politics of Civil War Duration, 1820-1992 », *International Studies Quarterly*, 44, 615–642.
- BARRON P., KAISER K., PRADHAN M. [2004], *Local Conflict in Indonesia : Measuring Incidence and Identifying Patterns*, World Bank Policy Research Working Paper 3384.
- BATES R.H. [1986], *Modernization, Ethnic Competition, and the Rationality of Politics in Contemporary Africa*, In *Governing Black Africa*, ed. Mario E. Doro and Newell M. Schultz. New York and London : Africana Publishing Company.
- BATES R.H. [2008], « The Logic of State Failure : Learning from Late-Century Africa » , *Conflict Management and Peace Science*, 25(4), 297-314.
- BASILE M. [2004], « Going to the Source : Why Al Qaeda's Financial Network Is Likely to Withstand the Current War on Terrorist Financing », *Studies in Conflict & Terrorism*, 27(3), 169-85.
- BAZZI S., BLATTMAN C. [2014], « Economic Shocks and Conflict: Evidence from Commodity Prices », *American Economic Journal : Macroeconomics*, 6(4), 1–38.
- BECK N., KATZ J., TUCKER R. [1998], « Taking Time Seriously : Time-Series-Cross-Section Analysis with a Binary Dependent Variable », *American Journal of Political Science*, 42(4), 1260-1288.
- BECKER G.S. [1968], « Crime and Punishment : An Economic Approach » , *Journal of Political Economy* 76(2), 169-217.
- BERMAN N., COUTTENIER M., [2015], « External Shocks, Internal Shots: The Geography of Civil Conflicts », *Review of Economics and Statistics*, 97, 758–776.
- BERMAN N., COUTTENIER M., ROHNER D., THOENIG M. [2017], « This Mine Is Mine! How Minerals Fuel Conflicts in Africa », *American Economic Review*, 107 (6) : 1564-1610.
- BERTON R., PANEL S. [2018], « Alternation through Death : Is Gerontocracy an Equilibrium ? » *Political Research Quarterly* 71(4), 975–988.
- BESLEY T., PERSSON T. [2009a], « The Incidence of Civil War: Theory and Evidence », *STICERD – Economic Organisation and Public Policy Discussion Paper*, 005.
- BESLEY T., PERSSON T. [2011], *Pillars of Prosperity : The Political Economics of Development Clusters*, 1 ed., Princeton University Press.

- BRUCKNER M., CICCONE A. [2007], « Growth, Democracy, and Civil War », *CEPR Discussion Papers*, 6568.
- BRUCKNER M., CICCONE A. [2010], « International commodity prices, growth and the outbreak of civil war in sub-saharan africa », *Economic Journal* 120(544), 519-534.
- BHATTACHARYYA S., HODLER R. [2010], « Natural resources, democracy and corruption », *European Economic Review* 54, 608–621.
- BLANCHARD C., PRADOS A. [2007], Saudi Arabia : Terrorist Financing Issues. CRS report for Congress, order code RL32499.
- BUONANNO P., DRAGO F., GALBIATI R. [2014], « Response of Crime to Unemployment: An International Comparison », *Journal of Contemporary Criminal Justice*, 30. 29-40.
- CARTER D., SIGNORINO C. [2010], « Back to the Future : Modeling Time Dependence in Binary Data », *Political Analysis* 18(3).
- CASELLI F., MORELLI M., ROHNER D., [2015], « The Geography of Interstate Resource Wars », *The Quarterly Journal of Economics*, Oxford University Press, vol. 130(1), pages 267-315.
- CASELLI F., COLEMAN W. [2013], « On The Theory Of Ethnic Conflict », *Journal of the European Economic Association*, 11, 161-192.
- CHASSANG S., PADRO I MIQUEL G. [2009], « Economic Shocks and Civil War », *Quarterly Journal of Political Science*, 4(3), 211-228.
- COLLIER P. [2004], « Ressources naturelles, développement et conflits : liens de causalité et mesures politiques », *Revue d'économie du développement* 12, 197.
- COLLIER P., HOEFFLER A. [1998], « On economic causes of civil war », *Oxford Economic Papers* 50, 563–573.
- COLLIER P., HOEFFLER A. [2000], « Economic causes of civil conflict and their implications for policy », *Banque mondiale, Working Paper*.
- COLLIER P., HOEFFLER A. [2002], « On the incidence of civil war in Africa », *Journal of Conflict Resolution*, 46 (1).
- COLLIER P., HOEFFLER A. [2004], « Greed and grievance in civil war », *Oxford Economic Papers*, 56, 563–595.
- COLLIER P., HOEFFLER A. [2005], « Démocraties pétrolières », *Afrique contemporaine* 216, 107.
- COLLIER P., HOEFFLER A., ROHNER D. [2009], « Beyond greed and grievance : feasibility and civil war », *Oxford Economic Papers* 61, 1–27.
- COLLIER P., HOEFFLER A., SODERBOM M. [2004], « On the Duration of Civil War » , *Journal of Peace Research* 41, 253–273.
- CONGLETON R.D. [2004], « The Political Economy of Gordon Tullock » , *Public Choice* 121, 213–238.
- COPINSCHI P. [2010], *Le pétrole, quel avenir? Analyse géopolitique et économique*. De Boeck Supérieur.
- COTET A. M., TSUI K. K. [2013], « Oil and Conflict: What does the cross-country evidence really show? », *American Economic Journal: Macroeconomics* 5(1), 49-80.

- COUTTENIER M. [2012], « L'effet conditionnel des ressources naturelles sur les institutions », *Revue économique*, 63, 27-49.
- COUTTENIER M., SOUBEYRAN R. [2015], « A Survey of the Causes of Civil Conflicts : Natural Factors and Economic Conditions », *Revue d'économie politique* 125(6), 787-810.
- COUTTENIER M., GROSJEAN P., SANGNIER M. [2017], « The Wild West IS Wild: The Homicide Resource Curse », *Journal of the European Economic Association*, 15. 558-585.
- CUNNINGHAM D.E. [2006], « Veto Players and Civil War Duration », *American Journal of Political Science*, 50, 875–892.
- DE SOYSA I. [2002], « Paradise is a Bazaar ? Greed, Creed, and Governance in Civil War, 1989-99 », *Journal of Peace Research* 39, 395–416.
- DIEHL P.F., REIFSCHNEIDER J., HENSEL P.R. [1996], « United Nations intervention and recurring conflict », *International Organization* 50, 683–700.
- DAL BO E., DAL BO P., [2011], « Workers, Warriors, and Criminals: Social Conflict in General Equilibrium », *Journal of the European Economic Association*, 9(4) 646-77.
- DO Q-T., IYER L. [2007], *Geography, Poverty and Conflict in Nepal*. Harvard Business School Working Paper, No. 07-065, April 2007. (Revised February 2009, previously titled "Poverty, Social Divisions and Conflict in Nepal.").
- DUBE O., VARGAS J.F. [2013], « Commodity Price Shocks and Civil Conflict : Evidence from Colombia », *The Review of Economic Studies* 80, 1384–1421.
- DUBE O., NAIDU S. [2015], « Bases, Bullets, and Ballots: The Effect of U.S. Military Aid on Political Conflict in Colombia », *Journal of Politics*, 77 (1): 249–67.
- ELBADAWI E., SAMBANIS N. [2000], « Why are there so many civil wars in Africa ? Understanding and preventing violent conflict », *Journal of African Economics*, 9, 244–269.
- ESTEBAN J., MORELLI M. ROHNER D. [2015], « Strategic Mass Killings », *Journal of Political Economy*, 2015, vol. 123, issue 5, 1087 - 1132
- FEARON J.D. [2004], « Why Do Some Civil Wars Last so Much Longer than Others ? » *Journal of Peace Research*, 41, 275–301.
- FEARON J.D. [2005], « Primary Commodity Exports and Civil War », *The Journal of Conflict Resolution*, 49, 483–507.
- FEARON J.D. [2006], *Ethnic Mobilization and Ethnic Violence*. In *The Oxford Handbook of Political Economy*, ed. Barry R. Weingast and Donald A. Wittman, 852–68. Oxford and New York : Oxford University Press.
- FEARON J.D., LAITIN D. [2003], « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review*, 97, 75–90.
- FEARON J.D., KASARA K., LAITIN D. [2007], « Ethnic Minority Rule and Civil War Onset », *The American Political Science Review*, 101(1), 187-193.
- FEREJOHN J., MCCALL ROSENBLUTH F., [2008] « Warlike Democracies », *Journal of Conflict Resolution* 52 (1) : 3–38.
- GIBLIN B. [2016], *Les conflits dans le monde*, Approche géopolitique. Armand Colin, « U », 368 pages.

- GLEDITSCH K. [2007], « Transnational Dimensions of Civil War », *Journal of Peace Research*, 44(3), 293–309.
- GREGORY R.G. [1976], « Some implications of the growth of the mineral sector », *Australian Journal of Agricultural Economics*, 20, 71–91.
- GROSSMAN H.I. [1991], « A General Equilibrium Model of Insurrections », *The American Economic Review*.
- GROSSMAN H.I. [1992], « Foreign Aid and Insurrection », *Defence Economics* 3(4) : 275–88.
- GROSSMAN H.I., MENDOZA J. [2003], « Scarcity and appropriative competition », *European Journal of Political Economy*, 19(4), 747-758.
- GYLFASON T., HERBERTSSON T., ZOEGA G. [1999], « Natural Resources and Economic Growth », *Macroeconomic Dynamics*, 3, 204-225.
- HAMID E.A., OMNIA A. [2015], « Military Expenditures and Natural Resources: Evidence from Rentier States in the Middle East and North Africa », *Defence and Peace Economics*, 26(1), 5-13.
- HERBEST J., [2000], « Economic incentives, natural resources and conflict in Africa » , *Journal of African Economics*, 9, 270–294.
- HEGRE H., ELLINGSEN T., GATES S., GLEDITSCH N.P. [2001], « Toward a Democratic Civil Peace ? Democracy, Political Change, and Civil War, 1816-1992 » *The American Political Science Review* 95, 33–48.
- HEGRE H. [2002], Some Social Requisites of a Democratic Civil Peace : Democracy, Development, and Armed Conflict. Paper presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Boston Marriott Copley Place, Sheraton Boston and Hynes Convention Center, Boston, MA.
- HEGRE H., SAMBANIS N. [2006], « Sensitivity Analysis of Empirical Results on Civil War Onset », *Journal of Conflict Resolution* 50, 508–535.
- HIRSHLEIFER J. [1995], « Anarchy and its breakdown », *Journal of Political Economy* 103(1), 26-52.
- HOMER-DIXON T.F. [1994], « Environmental Scarcities and Violent Conflict : Evidence from Cases », *International Security* 19, 5.
- HOMER-DIXON T.F. [1999], *Environment, scarcity, and violence*. Princeton University Press, Princeton, N.J.
- HUFBAUER G.C., SHOTT J., ELLIOTT A. [1990], *Economic sanctions reconsidered*. Washington : Institute for International Economics.
- HUFBAUER G.C., ELLIOTT A., CYRUS T., WINSTON E. [1997], *US Economic Sanctions : Their Impact on Trade, Jobs, and Wages*. Working Paper Series Working Paper Special (2), Peterson Institute for International Economics.
- HUGON P. [2009], « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », *Hérodote* 134, 63.
- HUMPHREYS M. [2003], « Aspects économiques des guerres civiles », *Tiers-Monde* 44, 269–296.

- HUMPHREYS M. [2005], « Natural Resources, Conflict, and Conflict Resolution : Uncovering the Mechanisms », *Journal of Conflict Resolution* 49, 508–537.
- IBEANU O., LUCKHAM R. [2007], Nigeria : political violence, governance and corporate responsibility in a petro-state. In : Kaldor, M., Karl, T. L., and Said, Y. *Oil Wars*, Edited by Pluto Press London, MI.
- IKELEGBE A. [2005], « The Economy of Conflict in the Oil Rich Niger Delta Region of Nigeria » *African and Asian Studies* 5, 23–56.
- ISHAM J., WOOLCOCK M., PRITCHETT L., BUSBY G. [2005], « The Varieties of Resource Experience : Natural Resource Export Structures and the Political Economy of Economic Growth », *The World Bank Economic Review* 19, 141–174.
- KALDOR, M., KARL, T.L., SAID, Y. [2007]. *Oil wars*. Pluto, London.
- KING G., ZENG L. [2001], *Logistic Regression in Rare Events Data*. *Political Analysis* 9 (2). Cambridge University Press : 137–163.
- LE BILLON P. [2007], Drilling in deep water : oil, business and war in Angola. In : Kaldor, M., Karl, T. L., and Said, Y. *Oil Wars*, Edited by Pluto Press London, MI.
- LE BILLON P., EL KHATIB F. [2004], « From Free Oil to ‘Freedom Oil’ : Terrorism, War and US Geopolitics in the Persian Gulf », *Geopolitics* 9 (1) : 109-37.
- LEI Y.H., MICHAELS G. [2014], « Do giant oilfield discoveries fuel internal armed conflicts? », *Journal of Development Economics* 110(0), 139-157.
- LEVITT M. [2014], *Terrorist Financing and the Islamic State*. The Washington Institute for Near East Policy. Testimony submitted to the House Committee on Financial Services.
- LUJALA P. [2010], « The spoils of nature : Armed civil conflict and rebel access to natural resources », *Journal of Peace Research* 47, 15–28.
- LUJALA P., GLEDITSCH N.P., GILMORE E. [2005], « A Diamond Curse ? : Civil War and a Lutable Resource », *Journal of Conflict Resolution* 49, 538–562.
- LUJALA P., KETIL ROD J., THIEME N. [2007], « Fighting over Oil : Introducing a New Dataset », *Conflict Management and Peace Science* 24, 239–256.
- MARCHAL R., MESSIANT C. [2002], De l’avidité des rebelles : L’analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier, *Critique internationale* 16(3), 58-69.
- MAYSTADT J-F., De LUCA G., SEKERIS P.G., ULIMWENGU J., [2014], « Mineral Resources and Conflicts in DRC: A Case of Ecological Fallacy? », *Oxford Economic Papers* 66 (3): 721–49.
- MENALDO V. [2016], *The institutions curse, natural resources, politics, and development*. Cambridge: Cambridge University Press
- MIGUEL E., SATYANATH S., SERGENTI E. [2004], « Economic Shocks and Civil Conflict : An Instrumental Variables Approach », *Journal of Political Economy* 112, 725–753.
- MONTALVO G., REYNAL-QUEROL M. [2005], « Ethnic Polarization, Potential Conflict, and Civil Wars », *The American Economic Review* 95(3), 797-816.
- MORELLI M., ROHNER D., [2015], « Resource concentration and civil wars », *Journal of Development Economics*, 117, 32-47.

- NAFZIGER E.W., AUVINEN J. [2002], « Economic Development, Inequality, War, and State Violence », *World Development* 30(2), 153-163.
- NIEMAN M.D. [2011], « Shocks and Turbulence: Globalization and the Occurrence of Civil War », *Journal International Interactions*, 37 (3) : 263-292.
- NORTH D.C., WALLIS J.J., WEINGAST B.R. [2010], *Violence et ordres sociaux : Un cadre conceptuel pour interpréter l'histoire de l'humanité*. Paris, Gallimard.
- NUNN N., QIAN N. [2014], « US Food Aid and Civil Conflict », *American Economic Review*, 104(6): 1630-66.
- OMEJE K. [2006], « Petrobusiness and Security Threats in the Niger Delta, Nigeria », *Current Sociology* 54, 477-499.
- OYEFUSI A. [2007], *Oil-dependence and Civil conflict in Nigeria*. CSAE working paper series.
- PLATTNER M.F. [2015], « Is Democracy in Decline ? », *Journal of Democracy* 1, 5-10.
- POWELL R. [2006], « War as a Commitment Problem », *International Organization*, 60 (1). Cambridge University Press : 169-203.
- RAPOPORT C., WEINBERG L. [2001], *The Democratic Experience and Political Violence*, Cass Series on Political Violence. London and Portland, OR : F. Cass.
- REUVENY R., MAXWELL J. [2001], « Conflict and Renewable Resources », *Journal of Conflict Resolution*, 45(6), 719-742.
- REYNAL-QUEROL M. [2014], « Data on Ethnic and Religious Fractionalization and Polarization »
- RIGOLET-ROZE, D., [2014], « La variable énergétique dans la crise syrienne », *Confluences Méditerranée*, 91, 95.
- ROEMER M. [1979], « Resource-based industrialization in the developing countries : A survey », *Journal of Development Economics* 6(2), 163-202.
- ROSS M.L. [2001], « Does oil hinder democracy ? » *World Politics*, 53, 325-361.
- ROSS M.L. [2003], *Oil, drugs and diamonds : the varying roles of natural resources in civilwar*. In *The Political Economy of Armed Conflict*, ed. K Ballentine, J Sherman, pp. 47-72. Boulder, CO : Lynne Rienner.
- ROSS M.L. [2004], « How Do Natural Resources Influence Civil War ? Evidence from Thirteen Cases », *International Organization* 58, 35-67.
- ROSS M.L. [2006], « A Closer Look at Oil, Diamonds, and Civil War », *Annual Review of Political Science*, 9, 265-300.
- ROSS M.L. [2012], *The Oil Curse : How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- ROSS M.L. [2014], *What have we learned about the resource curse?*
- RUMMEL R.J. [1995], « Democracies Are Less Warlike than Other Regimes », *European Journal of International Relations* 1(4), 457-79.
- SACHS J., WARNER A., [1999], « The Big Rush, Natural Resource Booms And Growth », *Journal of Development Economics*, 1999, 59(1), 43-76.

- SAMBANIS N. [2001], « Do Ethnic and Nonethnic Civil Wars Have the Same Causes ? : A Theoretical and Empirical Inquiry », *Journal of Conflict Resolution*, 45(3), 259-282.
- SAMBANIS N. [2002], « A Review of Recent Advances and Future Directions in the Quantitative Literature on Civil War », *Defence and Peace Economics*, 13(3), 215-243.
- SANCHEZ DE LA SIERRA R., [2020], « On the Origins of the State: Stationary Bandits and Taxation in Eastern Congo », *Journal of Political Economy*, 128 (1) : 32-74.
- SAY J.B. [1841], *Traité d'Economie Politique, ou Simple Exposition de la Manière dont se Forment, se Distribuent et se Consomment les Richesses*, Osnabrück, O. Zeller, 6e édition, disponible sur le site <http://fr.wikisource.org/wiki/Livre:Say>
- SIMON D., NEUMAYER E., DE SOYSA I. [2007], « Corruption, the resource curse and genuine saving », *Environment and Development Economics* 12 (1). Cambridge University Press : 33–53.
- SKAPERDAS S. [1992], « Cooperation, conflict, and power in the absence of property rights », *American Economic Review* 82(4), 720-739.
- SORLI M.E., GLEDITSCH N.P., STRAND H. [2005], « Why Is There So Much Conflict in the Middle East ? », *Journal of Conflict Resolution* 49(1) : 141–165.
- SOUBEYRAN A., TOMINI A. [2012], « Water Shortages and Conflict », *Revue d'économie politique*, 122(2), 279-297.
- TAYLOR C.L., HUDSON M., [1972], *World Handbook of Political and Social Indicators*, 2nd edition, New Haven, CT : Yale University Press.
- URDAL H. [2004], *The devil in the demographics: the effect of youth bulges on domestic armed conflict, 1950-2000*. Social Development Papers: Conflict and Reconstruction Paper. 14.
- VAHABI M. [2018], « The resource curse literature as seen through the appropriability lens: a critical survey », *Public Choice*, 175:393–428.
- VANDEN EYNDE O. [2018], « Targets of violence: Evidence from india's naxalite conflict », *The Economic Journal*, 128: 887-916.
- VERNE J. [2016], « Instabilités politiques, guerre et croissance économique : le cas du Liban et des pays du Moyen-Orient », *Revue d'économie politique* 126(6), 1077-1103.
- VETTOVAGLIA J-P. [2013], *Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention*. Bruylant.
- VLASSENROOT K., PERROT S., CUVELIER J. [2012], « Doing business out of war. An analysis of the UPDF's presence in the Democratic Republic of Congo », *Journal of Eastern African Studies* 6, 2–21.
- ZAKARIA F. [1997], *The Rise of Illiberal Democracy*. Foreign Affairs, 76 :22.

GREThA UMR CNRS 5113

Université de Bordeaux
Avenue Léon Duguit
33608 Pessac – France
Tel : +33 (0)5.56.84.25.75

<http://gretha.u-bordeaux.fr/>

LAREFI

Université de Bordeaux
Avenue Léon Duguit
33608 Pessac – France
Tel : +33 (0)5.56.84.25.37

<http://larefi.u-bordeaux.fr/>

Derniers numéros – Last issues

- 2020-08 **Poverty and COVID-19 in Developing Countries**
by Olivier BARGAIN, Ulugbek AMINJONOV
- 2020-07 **La France en guerre économique au printemps 2020 comme à l'automne 1914**
by Hubert BONIN
- 2020-06 **Trust and Compliance to Public Health Policies in Times of COVID-19**
by Olivier BARGAIN & Ulugbek AMINJONOV
- 2020-05 **Covid-19 and fine wines: the 'perfect blend' for a severe headache?**
by Jean-Marie CARDEBAT & Philippe MASSET & Jean-Philippe WEISSKOPF
- 2020-04 **When choosing is painful: anticipated regret and psychological opportunity cost**
by Emmanuelle GABILLON
- 2020-03 **Emergence et viabilité d'une filière de production dans l'imagerie médicale : les syndicats face à la politique industrielle française**
by Samuel KLEBANER
- 2020-02 **Understanding the Dynamics of Value Chains with Irreversible Investments**
by Lionel COSNARD
- 2020-01 **Coming from afar and picking a man's job: Women immigrant inventors in the United States**
by Edoardo FERRUCCI & Francesco LISSONI & Ernest MIGUELEZ
- 2019-17 **A Public R&D and green knowledge diffusion: Evidence from patent citation data**
by Gianluca ORSATTI

Ion LAPTEACRU and Ernest MIGUELEZ are the scientific coordinators of the Bordeaux Economics Working Papers. The layout and distribution are provided by Cyril MESMER and Julie VISSAGUET.

GREThA and LAREFI joint Working Paper series